

## ANALYSE DE LA PRESSE

Août 2012

1. **A la une : Les chefs de la diplomatie américaine et française en visite en Turquie**
  2. **Le dossier du mois : Nouvelles tensions entre la Turquie et la Syrie**
  3. **Economie**
  4. **Europe**
  5. **International**
  6. **Turquie**
- « Le miracle économique turc attire les entreprises allemandes »
7. **Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2012)**

## 1. A la une :

### Les chefs de la diplomatie américaine et française en visite en Turquie

Les chefs de la diplomatie américaine et française, Hillary Clinton et Laurent Fabius ont entamé des visites en Turquie pour discuter du conflit en Syrie.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a rencontré le 11 août à Istanbul le Président de la république turque Abdullah Gül, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu avec lesquels elle a évoqué « le soutien à l'opposition syrienne, l'aide humanitaire et un scénario de transition politique. » (*Le Point, AFP, 11/08/2012*)

#### La citation du mois

« La Syrie ne doit pas devenir un sanctuaire pour les terroristes du PKK. »

« Nous nous engageons absolument à soutenir la Turquie contre le PKK. »

Hillary Clinton  
(AFP, Reuters, 11/08/2012)



(Photo : AP)

Après la visite de son homologue turc à Paris le 5 juillet, le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius s'est rendu en Turquie le 17 août, notamment pour visiter un camp de réfugiés syriens de 12.000 personnes situé à la frontière turco-syrienne. M. Fabius a estimé que « "le régime syrien devait être abattu et rapidement", dénonçant "les exactions" de Damas contre les populations civiles. Il a désormais tenu à mettre en garde sur l'après Bachar : "Il faut travailler pour remplacer ce régime et en même temps faire en sorte que ce remplacement se fasse dans des conditions maîtrisées. Nous ne voulons pas qu'il y ait un chaos qui succède à la situation actuelle". » a-t-il déclaré. Par ailleurs il a expliqué que les réfugiés « avaient demandé notamment que l'on livre des armes aux rebelles. »

« Les Etats-Unis et la Turquie envisagent d'imposer une zone d'exclusion aérienne pour aider les forces rebelles en Syrie, où des affrontements ont éclaté [le même jour] en plein Damas entre des forces loyales au président Bachar al Assad et des insurgés. » (*Les Echos, AFP, 11/08/2012*)

« Clinton a également fait part des craintes américaines de voir d'autres groupes comme le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) ou Al Qaïda profiter du chaos syrien pour s'implanter. » "La Syrie ne doit pas devenir un sanctuaire pour les terroristes du PKK", "nous nous engageons absolument à soutenir la Turquie contre le PKK" a-t-elle ajouté. (*Nouvel Observateur, Challenges, Le Point, Reuters, 11/08/2012*)



M. Fabius s'est ensuite entretenu avec son homologue turc Ahmet Davutoglu à Ankara. « M. Davutoglu a pour sa part dénoncé le mutisme de la communauté internationale à l'égard des "crimes contre l'humanité" commis en Syrie par les forces loyalistes. »

« M. Fabius est le premier ministre étranger autorisé à visiter l'un des neuf camps de réfugiés syriens en Turquie. Un diplomate turc a confié à l'AFP que cette autorisation était le fruit de la reprise des relations turco-françaises après une période particulièrement tumultueuse sous le précédent président français Nicolas Sarkozy. » (*Le Nouvel Observateur, Le Point, Le Parisien, AFP, 17/08/2012*)

## 2. Dossier du mois :

### Nouvelles tensions entre la Turquie et la Syrie

#### Existence des organisations terroristes en Syrie

Le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu a prévenu que « la Turquie ne tolérerait pas la présence d'organisations "terroristes" comme le PKK ou al-Qaïda près de ses frontières avec la Syrie, où la présence des rebelles kurdes de Turquie a été dénoncée par Ankara. Il a en revanche souligné que la Turquie ne considérerait en aucun cas les populations kurdes de Syrie comme "une menace ou une source de tension" et que sa "position de principe depuis longtemps est en faveur de l'octroi aux Kurdes (de Syrie) de leurs droits fondamentaux" ». (*AFP, 27/07/2012*)

Quant au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan, il a accusé « le régime de Damas d'avoir "confié" plusieurs zones du nord de la Syrie au PKK, et a prévenu que la Turquie pourrait exercer son droit de poursuite à chaud en Syrie contre ces rebelles kurdes de Turquie. Il a par ailleurs indiqué qu'une zone tampon en territoire syrien constituait une des alternatives possibles pour lutter contre ceux-ci. » (*Les Echos, 27/07/2012*)

« Les autorités turques ont envoyé [le 30 juillet] à la frontière syrienne quatre convois de véhicules de transport de soldats, des chars, des batteries de missiles et des véhicules blindés. » Les responsables turcs ont expliqué que "cela fait partie d'un exercice d'entraînement" et que "les troupes resteraient du côté turc de la frontière." (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Reuters, 30/07/2012*)

« L'armée turque a effectué [le 2 juillet] des manoeuvres militaires impliquant des chars près de sa frontière avec la Syrie, les deuxièmes en 24 heures alors qu'Ankara a accusé le régime de Damas d'avoir laissé les rebelles kurdes de Turquie, le PKK, s'implanter dans le nord de la Syrie. » (*Le Figaro, Le Point, AFP, 02/08/2012*)

#### Les Accusations de la Syrie

En revanche, les autorités syriennes ont accusé de leur part la Turquie « de jouer "un rôle fondamental" dans le soutien au terrorisme en ouvrant ses aéroports et ses frontières à Al Qaïda et à d'autres groupes djihadistes afin qu'ils commettent des attentats en Syrie. Le ministère syrien des Affaires étrangères accuse la Turquie d'utiliser ses camps (de réfugiés) comme des "bases militaires" pour les activistes qui se rendent ensuite rendus en Syrie pour commettre des crimes. » (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Reuters, 02/08/2012*)

#### La Base Secrète

« Des sources des pays du Golfe ont indiqué à Reuters que la Turquie avait installé à Adana, près de la frontière syrienne, une base secrète en partenariat avec l'Arabie saoudite et le Qatar pour fournir aux rebelles syriens une assistance militaire et un appui logistique dans les communications. (...) L'idée a été approuvée par la Turquie, soucieuse de superviser les opérations dans la région. »

Une source anonyme qatari a révélé que ce camp d'entraînement aurait été monté sous le contrôle militaire de la Turquie qui est le principal coordinateur/médiateur de cette initiative triangulaire, alors que

« Ankara a officiellement démenti fournir des armes aux rebelles. (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Reuters, 27/07/2012*)

### Les Réfugiés

L'afflux de réfugiés vers la Turquie s'est accéléré au cours du mois d'août suite à l'aggravation des violences en Syrie.

Parmi les Syriens qui se sont réfugiés en Turquie au mois d'août, se trouvent un général de brigade accompagné de 11 autres militaires (29 juillet), un général et près de 1000 Syriens (2 août) et le Général Muhammed Ahmed Faris, pilote de l'armée de l'air syrienne et premier cosmonaute syrien (5 août). Par ailleurs, 2.400 personnes ont fui les combats en Syrie au cours de la nuit du 7 au 8 août contre 1.300 la veille ainsi que plus de 2.500 Syriens le 10 août. (*Le Figaro, Le Point, AFP, 30/07/2012*), (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Reuters, 03/08/2012*), (*Le Figaro, AFP, 05/08/2012*) (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Reuters, 08/08/2012*), (*Le Figaro, AFP, 10/08/2012*)

« Les autorités turques ont commencé [le 18 août] à distribuer vivres et matériel aux Syriens qui ont trouvé refuge de l'autre côté de la frontière, fuyant un conflit dont l'aggravation complique les opérations humanitaires, [a annoncé] les services chargés des situations d'urgences. Ankara, qui en a informé les Nations unies, a ouvert un centre à Gaziantep, dans le Sud-Est, pour recevoir l'aide internationale, précise-t-elle. Le Croissant-Rouge turc a quant à lui ouvert quatre centres à la frontière pour recevoir les dons de la population locale. » (*Le Nouvel Observateur, Challenge's, Reuters, 18/08/2012*)

Suite à l'offensive de l'armée syrienne et des combats à Alep (nord), le flot de réfugiés en Turquie s'est nettement intensifié atteignant le nombre de 70 000. Le 20 août, le ministre turc des affaires étrangères Ahmet Davutoglu a déclaré que « la Turquie ne pourra accepter plus de 100 000 réfugiés syriens sur son sol et une zone-tampon pourrait être indispensable pour contenir le flot de réfugiés (...). Davutoglu a estimé que la crise en Syrie "constitue un risque de sécurité pour les pays limitrophes". Le chef de la diplomatie turque a suggéré dans ce cas que l'ONU installe des camps de réfugiés "dans les frontières de la Syrie" pour contenir l'afflux des personnes déplacées. » (*Le Point, Le Figaro, AFP, 20/08/2012*)

### Les Combattants syriens

L'Armée libre syrienne (ASL) « a pris un important poste de contrôle à Anadan [le 30 juillet], ce qui lui permet désormais de relier cette ville à la frontière turque, située à environ 45 km, selon un journaliste de l'AFP. "Le poste de contrôle d'Anadan, à cinq km au nord-ouest d'Alep, a été pris à 5 heures (4 heures en France) après dix heures de combats", a affirmé sur place le général rebelle Ferzat Abdel Nasser. Un passage libre vers la Turquie est vital pour les rebelles, le quartier général de l'ALS se trouvant dans ce pays. Et si les opposants parviennent à s'emparer d'Alep ils auront créé de fait une "zone sécurisée" dans le nord syrien. » (*Libération, Ouest France, Le Point, AFP, 30/07/2012*)

### Les menaces d'Iran

« L'Iran, principal allié régional de la Syrie, qui, selon le quotidien proche de Bachar el-Assad El Watan, avait menacé la Turquie de "dures représailles" en cas d'intervention en Syrie, a de nouveau haussé le ton. Téhéran "ne permettra pas à l'ennemi d'avancer" en Syrie mais ne voit pas la nécessité d'intervenir pour le moment, a ainsi déclaré le général Massoud Jazayeri, adjoint du chef de l'état-major des forces armées iraniennes. Cette mise en garde vise les Etats-Unis, les pays occidentaux, mais aussi l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie, accusés par Téhéran de soutenir financièrement et militairement les rebelles syriens. » (*L'Express, 31/07/2012*)

Dans un communiqué publié le 7 août, quelques heures avant la visite du chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Salehi en Turquie, Ankara a répliqué « aux remarques iraniennes suggérant que la Turquie serait bientôt touchée par le conflit en Syrie » et a condamné « les "menaces" de responsables iraniens

qui accusent la Turquie de favoriser "les objectifs belliqueux des États-Unis". » (*Le Point, AFP, 07/08/2012*)

Dans ce communiqué, la Turquie a également abordé le sujet de l'enlèvement des 48 pèlerins iraniens près de Damas le 4 août, revendiqué par l'Armée syrienne libre. Elle a déclaré « appréhender l'enlèvement "dans une perspective purement humanitaire" et "faire tout son possible" pour trouver une solution. » (*Le Point, AFP, 07/08/2012*)

### **Le ministre iranien des Affaires étrangères en visite**

Le chef de la diplomatie iranienne Ali Akbar Salehi s'est rendu le 7 août à Ankara « pour des entretiens sur la crise en Syrie et sur le sort de 48 ressortissants iraniens enlevés » .

Lors de cette visite destinée à réchauffer les relations entre les deux pays, l'Iran « a demandé à la Turquie et au Qatar leur aide pour obtenir la libération de 48 Iraniens enlevés par des rebelles syriens qui les soupçonnaient d'être des membres de l'armée. » (*Ouest France, 07/08/2012*) « Téhéran affirme qu'il s'agissait de pèlerins, mais leurs ravisseurs ont assuré [le 5 août] dans une vidéo qu'ils étaient en "mission de reconnaissance". » (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Sipa, 07/08/2012*)

Par ailleurs, « un porte-parole des insurgés syriens a annoncé, [le 6 août] que trois des prisonniers avaient été tués au cours d'une attaque aérienne menée par les forces gouvernementales à Damas. Les opposants à Assad accusent l'Iran, allié du pouvoir syrien, d'avoir envoyé des membres des Gardiens de la révolution pour aider le régime dans la répression qu'il mène depuis 17 mois. Téhéran, qui a démenti ces accusations, reproche à la Turquie et au Qatar de soutenir les insurgés. » (*Ouest France, 07/08/2012*)

### **Inquiétudes de la Turquie**

« Selon un récent sondage, près de 60 % de la population turque serait contre l'aide d'Ankara aux opposants syriens.

"Au début des affrontements, les opposants avaient la sympathie de la société turque parce que l'on considérait que, dans leur majorité, ils menaient une lutte pour la démocratie", explique Bereket Kar, chercheur spécialisé dans les relations turco-syriennes. "Mais depuis la diffusion des informations sur la présence possible des militants d'al-Qaïda ou des Frères musulmans au sein de ces groupes, mais aussi sur le soutien financier de l'Arabie saoudite et du Qatar, les gens sont plus sceptiques. "

L'arrivée massive des réfugiés a aussi contribué à cette évolution. La tension est d'autant plus grande à Antakya, qui abrite quatre camps, que la population majoritairement alévie de la région se sent menacée par l'arrivée massive des réfugiés sunnites. Les Turcs craignent aussi la création d'une entité autonome kurde au nord de la Syrie. La prise du contrôle par la branche syrienne du PKK de plusieurs villes du nord de la Syrie et l'intensification des actions du PKK sur le territoire turc nourrissent les craintes. » (*Le Figaro, Burcin Gercek, 13/08/2012*)

Il existe aussi des témoignages turcs qui justifient ces inquiétudes. "Il n'y a presque plus de frontière entre la Turquie et la Syrie. Les combattants entrent et sortent comme ils veulent. Nous le voyons, certains passent la nuit en Syrie pour faire la guerre et reviennent le matin au camp", raconte un épicier d'un camp de réfugié. (*Le Figaro, Burcin Gercek, 17/08/2012*)

« Ankara a été contraint de mettre fin à son alliance stratégique avec le régime d'Al-Assad. La Turquie craint le chaos qui s'installerait en cas de basculement brutal, voire des représailles de la part du régime Assad, qui pourrait être tenté de jouer la carte alaouite, une communauté également présente en Turquie. La question kurde, plus encore, incite à la prudence. La prise de contrôle par les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et leur succursale syrienne, le PYD (Parti de l'union

démocratique), de plusieurs villes du nord de la Syrie affole Ankara. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 29/07/2012*)

### **En Turquie, la crise syrienne rallume les terroristes du PKK**

« Les développements de la crise syrienne et surtout l'autonomisation de fait des zones kurdes inquiètent toujours plus les autorités turques. Activement engagées aux côtés de la révolution syrienne, ces dernières accusent Bachar al-Assad d'avoir « confié » cette région au PYD, vitrine politique en Syrie du PKK, qui pendant des années avait bénéficié du plein soutien de Damas. Mais, malgré le renforcement de l'armée turque le long de la frontière avec la Syrie, il s'agit pour le moment surtout d'avertissements. (...) Considéré comme une organisation terroriste par l'Union européenne comme par Washington, le PKK lance des opérations tous azimuts.(...) Avec cette action d'éclat, le PKK veut apparaître comme un interlocuteur incontournable à toute solution négociée du problème kurde en Turquie. (...) La création d'un Kurdistan syrien autonome, après celle d'un Kurdistan irakien de fait indépendant de Bagdad depuis 1991, change la donne régionale. (...) Entamées secrètement à Oslo, les négociations entre des représentants d'Erdogan et des émissaires du PKK sont interrompues depuis l'été 2011.(...) Pour le moment, les autorités turques misent sur la manière forte vis-à-vis des combattants kurdes, mais aussi des militants ou de leurs soutiens dans l'opinion.(...) »

« "Que ce soit une organisation terroriste qui se revendique de nos frères kurdes comme le PKK ou une organisation terroriste comme Al-Qaeda, nous ne permettrons pas qu'une telle organisation soit à nos frontières", a mis en garde fin juillet le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu. (...) Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avait quelques jours plus tôt évoqué « le droit naturel » de son pays à intervenir au-delà de la frontière, comme Ankara l'a souvent fait en Irak du Nord. » (*Libération, Marc Semo, Ragip Duran, 13/08/2012*)

### **Syrie: Kurdes et Arabes s'unissent contre Assad, et sont prêts à aussi combattre le PKK**

Un rebelle kurde, Ubed Muse, installé dans un refuge à Antioche, au sud de la Turquie, s'est dit prêt à pointer ses armes contre le PKK. « "Si nous, les Kurdes et les Arabes, nous unissons et si nous sommes en mesure de recevoir un soutien en armes de la Turquie, nous pouvons combattre non seulement le régime, mais aussi le PKK", assure-t-il. » (*Le Parisien, AFP, 26/07/2012*)

## **3. Economie**

### **« Le miracle économique turc attire les entreprises allemandes »**

« Avec son économie florissante, la Turquie fait le bonheur d'un nombre grandissant d'entreprises allemandes, et aussi celui d'Allemands d'origine turque en quête d'emploi, alors que la zone euro est en panne de croissance.

L'économie turque a de quoi faire pâlir d'envie la zone euro. Le PIB y a crû de 5,4% par an en moyenne ces dix dernières années. Sa dette publique est tombée sous les 40% du PIB, bien en deçà de celle de la plupart des pays européens, et son inflation, longtemps galopante, est désormais sous contrôle. (...)

Tedrive Steering, un petit équipementier automobile de la Ruhr (nord-ouest de l'Allemagne), est l'une des entreprises qui a choisi la Turquie pour son premier site à l'étranger de montage de ses systèmes de direction.(...)

RWE, le numéro deux allemand de l'énergie, a d'ailleurs investi 500 millions d'euros dans la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné à Denizli (sud-ouest du pays) pour alimenter en électricité quelque 3,5 millions de foyers, avec une mise en service prévue fin 2012.

RWE et les autres entreprises allemandes profitent tout particulièrement des relations socio-économiques anciennes qui unissent les deux pays. L'Allemagne est le premier partenaire commercial de la Turquie, absorbant 10,3% de ses exportations et représentant 9,5% de ses importations, selon les statistiques 2011 de l'agence publique de développement économique Germany Trade & Invest.(...) » (*Le Parisien, L'Express, Le Monde, AFP, 07/08/2012*)

### **Le chômage en baisse en Turquie**

« Le taux de chômage officiel en Turquie a baissé à 8,2% de la population active entre avril et juin, comparé à la même période de l'an dernier (9,4%), selon les données officielles publiées mercredi.(...) »

La Turquie, 17<sup>ème</sup> économie mondiale, a effectué un rétablissement spectaculaire après la crise économique et financière mondiale, avec une croissance de 8,9% en 2010 et 8,5% en 2011. Mais la croissance attendue cette année n'est que de 4%, du fait notamment de la crise en Europe qui affecte les exportations turques.(...) » (*AFP, 15/08/2012*)

### **Yves Rocher acquiert 51 % de la société turque Flormar**

« Le groupe Yves Rocher a annoncé hier l'acquisition de 51 % de la société turque de produits de beauté Flormar. Le montant de l'opération s'élève à 150 millions de dollars (122 millions d'euros) selon le journal turc « Milliyet ». (...) »

« Flormar développe plus de 50 % de son chiffre d'affaires en dehors de la zone euro, dans des marchés à fort potentiel de croissance (Turquie, Proche et Moyen-Orient, Afrique et Europe de l'Est) », souligne Bris Rocher, PDG du groupe, dans un communiqué. Géré par la famille Senbay, qui l'a racheté en 1970, Flormar réalise un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de dollars (82 millions d'euros). La société possède 98 magasins en Turquie et plus de 200 à l'étranger.(...) » (*Les Echos, 17/08/2012*)

### **Le turc Haci Kozan vit l'entreprise comme un engagement depuis trente ans**

« Le siège social de Saines, PME de nettoyage fondée par Haci Kozan en 1982, tient dans un hangar anonyme au coeur d'une zone industrielle de Tours. Depuis ces bureaux sans clinquant, ce Turc de cinquante-neuf ans dirige 600 personnes, réparties à Rennes, Bourges et Tours. (...) »

Le succès de cette PME de 12 millions d'euros de chiffre d'affaires, à la rentabilité d'un métronome, autour de 10 % tous les ans, ne l'a pas enflammé. (...) » (*Les Echos, Stéphane Frachet, 21/08/2012*)

## **4. Europe**

### **La Grèce renforce ses frontières avec la Turquie**

« La Grèce va tripler le nombre de ses gardes-frontières avec la Turquie, dans le Nord-est, pour parer à un éventuel afflux d'immigrés venant de Syrie, a-t-on appris aujourd'hui de source policière. »

Au total 1.800 gardes-frontières contre 600 actuellement vont s'installer au département frontalier d'Evros, après des mutations par d'autres régions, selon cette source. (...) » (*Le Figaro, Libération, AFP, 01/08/2012*)

### **Allemagne: 45% des immigrés turcs veulent rentrer en Turquie**

Quarante-cinq pour cent des Turcs ou personnes d'origine turque vivant en Allemagne veulent rentrer en Turquie. « Mais plus de la moitié d'entre eux ne souhaitent quitter l'Allemagne que lorsqu'ils seront à la

retraite. Seuls 6% veulent aller en Turquie pour y trouver un travail. » (*Slate.fr*, 18/08/2012). 15% seulement d'entre eux considèrent l'Allemagne comme leur patrie, selon une étude de l'institut Info publiée [le 17 août]. (...)

Parmi les raisons avancées pour un retour en Turquie figurent l'envie de retrouver ses origines, mais aussi la volonté de vivre une retraite agréable sous une météo plus clémente. Les personnes âgées de 30 à 49 ans sont celles qui manifestent la plus grande envie d'aller vivre en Turquie. Les valeurs religieuses et traditionnelles jouent un rôle croissant chez ces immigrés. (*AFP*, 17/08/2012)

« La génération la plus jeune fait preuve de points de vue plus radicaux sur les aspects religieux par rapport aux autres », note Holger Liljeberg, directeur de l'institut Info GmbH, cité sur le quotidien Welt. D'autre part, le nombre de sondés qui déclarent avoir été agressés physiquement en raison de leurs origines turques a doublé par rapport à l'an dernier, grimpa de 8 à 16%. Plus de la moitié des jeunes entre 15 et 29 ans ont également déclaré s'être déjà fait insulter en raison de leur appartenance à la communauté turque. » (*Slate.fr*, 18/08/2012)

## Les nouveaux manuels scolaires en France évoquent « le génocide arménien »

« Suite logique de la rénovation des programmes lancée par les ministres de l'Education, Xavier Darcos, et Luc Chatel », cette rentrée 2012, les classes de troisième et terminale seront dotées des nouveaux manuels scolaires dans lesquels « le génocide arménien est plus largement traité » (*Libération*, 24/08/2012, (*Le Figaro*, *Aude Seres*, 27/08/2012)

## 5. International

### Iran: le ministre du pétrole en Turquie

Le ministre turc de l'énergie Taner Yıldız a reçu le ministre iranien du Pétrole Rostam Qasemi le 30 juillet à Ankara. « La visite intervient alors que Tüpras, la principale compagnie pétrolière turque, a réduit fin mai de 20% ses achats de brut iranien, sous la pression des Américains, dans le cadre des sanctions pétrolières internationales contre l'Iran, d'où la Turquie importe environ un tiers de son pétrole. (...) » (*Le Figaro*, *AFP*, 30/07/2012)

### Un clan libanais enlève des Syriens, un Turc et un Saoudien

« Un puissant clan libanais chiite a enlevé [le 15 août] un homme d'affaires turc, un Saoudien et plusieurs rebelles syriens en représailles à l'enlèvement d'un de leurs proches par l'Armée syrienne libre (ASL) à Damas. (...) »

Un ressortissant turc fait partie des otages, a indiqué un diplomate au Liban. "Il était ici pour affaires, il est arrivé aujourd'hui et a été enlevé à proximité de l'aéroport", a précisé le diplomate, ajoutant que les négociations pour obtenir sa remise en liberté n'avaient pour l'instant guère progressé. » (*Le Point*, *Reuters*, 15/08/2012)

## 6. Turquie

### Turquie : les Alévis tirent la sonnette d'alarme

Dans la tribune qu'il a écrit dans le journal *Le Monde* Erdal Kilickaya, président de la FUAF (Fédération Union des Alévis en France) s'inquiète de la situation des Alévis en Turquie.

Selon Kılıçkaya, « le désespoir envahit les Alevites face à la recrudescence de l'islamisation de la Turquie. » Il maintient que « La justice turque a délibérément ignoré la décision du 9 octobre 2007 de la Cour Européenne des Droits de l'Homme » concernant « la suppression des cours obligatoires religieux chez les enfants et la suppression de la mention religieuse sur la carte d'identité ».

Il déplore le fait que les demandes des Alevites « concernant la suppression des cours religieux obligatoires dans le secondaire ou la reconnaissance et la construction [des] lieux de cultes "cemevi" ont malheureusement été en vain. » (*Le Monde, Erdal Kilickaya, président de la FUA, 30/07/2012*)

## **L'affrontement entre l'armée turque et les terroristes du PKK**

Les attaques terroristes se sont intensifiées dans les dernières semaines au Sud Est de la Turquie. L'explosion d'une mine disposée sur le passage d'une véhicule militaire transportant des soldats a fait deux morts à Lice, dans la province de Diyarbakir. Un soldat et un civil ont été aussi blessés à cause de l'explosif télécommandé (*Le Figaro, AFP, 27/07/2012*).

Trois postes militaires ont été attaqués par des terroristes près de la frontière irakienne (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Sipa, 05/08/2012*). Une attaque kurde sur un poste de l'armée situé dans un village de la province d'Hakkari, a fait aussi plusieurs morts et blessés parmi les terroristes et les soldats (*Le Point, Libération, AFP, 05/08/2012*)

L'explosion qui a eu lieu près d'une base de la marine dans la banlieue de la station balnéaire de Foça, sur la mer Egée a causé la mort d'un soldat et blessé onze autres. Cette attaque a été imputée aux terroristes kurdes. (*Le Nouvel Observateur, Le Point, Le Parisien, Le Figaro, AFP, 09/08/2012*) (*Challenge's, Le Nouvel Observateur, Sipa, 09/08/2012*)

Selon le Ministère de l'Énergie l'explosion qui causé la coupure de l'oléoduc entre la ville irakienne de Kirkouk et le port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, est soupçonnée d'être un acte de "sabotage" du PKK. (*Le Monde, Ouest France, Reuters, 05/08/2012, Le Point, Le Nouvel Observateur, Le Parisien, L'Express, Le Point, AFP, 06/08/2012*)

« Huseyin Aygun, député du Parti républicain du peuple (CPH), principale force d'opposition, avait été kidnappé dimanche alors qu'il se trouvait dans sa circonscription de Tunceli, l'un des théâtres des affrontements entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée. » (*Le Parisien, Le Figaro, Le Point, 14/08/2012*)

Suite à un attentat à la bombe faisant plusieurs morts et blessés civils, le président turc Abdullah Gül a lancé « un appel à l'union nationale » (*Le Nouvel Observateur, Challenge's, Reuters, 22/08/2012*). Le PKK a démenti son implication dans cet attentat « la voiture piégée. » (*Le Figaro, Le Nouvel Observateur, Challenge's, Reuters, 20/08/2012*)

Selon le ministre turc de l'Intérieur Idris Naim Sahin, « cent quinze rebelles kurdes ont été tués au cours d'une vaste offensive militaire lancée les 23 et 24 juillet dans le sud-est de la Turquie contre le PKK (...). M. Sahin a souligné que l'offensive se poursuivait, et que les forces de sécurité prenaient des mesures pour empêcher les rebelles kurdes de fuir dans le nord de l'Irak où le PKK a mis en place des bases. » (*Le Figaro, Le Point, L'Express, Le Parisien, AFP, 05/08/2012*)

## **Sevil Sevimli a l'interdiction de quitter la Turquie avant son procès**

« Sevil Sevimli, une étudiante franco-turque arrêtée au mois de mai en Turquie, a été remise en liberté et placée sous contrôle judiciaire avec interdiction de quitter le pays, "dans l'attente de son procès qui devrait avoir lieu le 26 septembre", a annoncé [le 7 août] le ministère français des Affaires étrangères. » (*Challenge's, Sipa, 07/08/2012*)

«La France continue de suivre attentivement la situation de Mme Sevimli et reste pleinement mobilisée pour lui apporter l'assistance dont elle pourrait avoir besoin", a déclaré Vincent Floreani, porte-parole adjoint du ministère lors d'un point-presse. » (*Le Monde, Le Figaro, Le Point, AFP, 07/08/2012*)

## **Turquie : des avocats sur le banc des accusés**

Dans une tribune publiée dans le journal Libération, Rusen Aytaç, avocat au barreau de Paris, a déploré le procès des avocats poursuivis pour avoir assuré la défense d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK qui est détenu dans l'île-prison d'Imrali depuis 1999. « 46 avocats, dont 36 détenus, un journaliste et trois membres de leur personnel se trouvent sur le banc des accusés » rappelle Aytaç.

Il explique que « le cumul de fonctions judiciaires méconnaît, bien sûr, le droit à un tribunal impartial garanti par l'article 6 § 1er de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme, pourtant maintes fois rappelé par la Cour européenne des droits de l'homme dans ses nombreuses condamnations d'Ankara. Selon l'acte d'accusation, de 892 pages, les réunions entre avocats chargés de la défense d'Abdullah Öcalan constituent la preuve même de l'existence d'une « bande organisée à caractère terroriste.(...) »

A l'issue des trois jours d'audiences, neuf avocats ont été mis en liberté sous contrôle judiciaire. Reste que 27 avocats demeurent en détention provisoire, mesure qui n'a aucun caractère exceptionnel en Turquie. (...) Certes, la Turquie a fait des progrès, mais les autorités turques se doivent de veiller au respect des principes fondamentaux des droits de la défense, et aux règles d'un procès équitable, si elles désirent réellement effacer Midnight Express de l'imaginaire collectif. » écrit Aytaç dans sa tribune. (*Libération, Rusen Aytac, avocat au barreau de Paris, 31/07/2012*)

## **7. Recensement des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2012)**

### **Challenges**

**Les Echos**  
Stéphane Frachet

**Le Figaro**  
Burçin Gerçek

**Le Monde**  
Guillaume Perrier

**Le Nouvel Observateur**

### **Le Point**

**Le Parisien**

**L'Express**

**Libération**  
Marc Semo  
Ragıp Duran

**Slate.fr**

**Ouest France**